

Les trois manières de voir l'Europe, dont deux sont actuellement caduques

Posté le : 10 avril 2019 10:24 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Concepts fondamentaux, Crise systémique, Zone Euro, Crise mondiale, Crise financière, Economie et politique

Les débats sur l'Europe sont généralement naïfs et biaisés. On est pour ou contre mais jamais aucune réflexion précise ne peut se développer au-delà d'un « je t'aime, moi non plus » parfaitement mièvre. L'Europe est donc une terre d'idéologie et toute entame de réflexion sur un aspect soit technique, soit historique, soit politique, tourne au pugilat sans gloire. Que le débat soit impossible montre bien la nature de ce qu'on appelle la « construction européenne ». Les cartes n'ont jamais été jouées sur table à aucun moment de l'histoire de l'Europe. Il fallait être pour. Ne pas l'être était la marque d'une forme d'ignominie dévalorisante. Point final !

Cette manière de faire a empêché que ne développent en se confrontant les différentes visions de l'Europe. S'il s'agit d'unir l'Europe par des liens qui empêchent le retour des conflits nationaux, on compte au moins trois principales orientations, symbolisées chacune par un préfixe :

- L'optique **supra** nationale
- L'optique **a** nationale :
- L'optique **co** nationale.

L'optique supranationale est la plus connue : l'objectif est de créer au-dessus des nations un Etat Fédéral sur le modèle des Etats-Unis. Un président, un hymne, un drapeau, un parlement, un conseil constitutionnel, une monnaie, une banque centrale, un chef de gouvernement et un gouvernement qui pilotent un budget, une diplomatie, une police et une armée. Les anciennes nations perdent leurs fonctions régaliennes transférées à la Fédération et sont transformées en « länders » chargés d'on ne sait quoi. Ils peuvent se fractionner en régions plus ou moins autonomes, puisque le régalien n'est plus national.

Cette optique est souvent considérée comme le « projet initial des pères de l'Europe » et le débouché normal de la « construction » européenne. L'organisation actuelle présente des facettes de fédéralisme mais les différences sont majeures. Le Conseil des chefs d'Etat est le vrai organe de décision, ce qui est incompatible avec une vraie fédération. La commission n'est pas un gouvernement. Le Parlement ne décide pas de la politique générale, des domaines entiers restant hors de son domaine d'action. Ne parlons pas du poste européen de ministre des affaires étrangères ni des efforts vers plus d'unité militaire. Il est tout de même curieux qu'en plus de 60 ans, on soit si loin du modèle fédéral si c'était vraiment le but à atteindre. Jamais ce modèle n'a été autant récusé par pratiquement toutes les nations constituantes (peuples et gouvernements) et le Brexit a prouvé le peu d'attractivité d'une construction de ce type. Les purs fédéralistes disent : supprimons les conseils des Etats et faisons de la Commission un vrai gouvernement exécutif, dépendant du Parlement, qui serait divisé entre Chambre des députés à Bruxelles et Sénat à Strasbourg. Même ainsi l'Etat fédéral serait incomplet puisqu'il n'y aurait pas de président. Cela suppose que les chefs d'Etats se fassent Hara Kiri et qu'il existe une nation européenne. Cette hypothèse n'a aucune réalité. Les pays de l'Est qui viennent de recouvrer leur indépendance n'en veulent pas. L'Allemagne réunifiée n'en veut surtout pas. Les peuples disent non quand on les sollicite. Pour

qu'un état fédéral se constitue, il faut un ennemi commun. La guerre d'indépendance contre les Anglais a, seule, permis la constitution des Etats-Unis. C'est un exemple unique. Sinon c'est un centre dominant qui fédère des conquêtes, comme l'URSS, modèle répulsif s'il en est. Construire un état fédéral par grignotement, sans dire que le mot « construction » signifie destruction des Etats nationaux souverains et création d'un gouvernement fédéral, dans un système d'assemblée à peu près totalement incontrôlable, est une opération saugrenue. Surtout quand on sait qu'une partie des membres possibles a opté pour un localisme puissant doublé de l'acceptabilité d'une suzeraineté américaine pour la défense et la diplomatie.

Ceci pousse à regarder avec un peu de détail **la seconde approche : l'Europe apatride**, a-nationale. Le 'a' privatif est la lettre importante. Il ne s'agit pas de créer une nouvelle structure à potentiel de puissance. L'idée est de faire de l'Europe un espace apatride, sans définition précise, ni espace fixé, ni ambition particulière. Le but est d'édenter suffisamment les nations anciennes, presque toutes des anciens empires, pour neutraliser leurs ferments d'influence internationale et leurs conflits nationaux. Les lions ayant tendance à se déchirer de façon un peu excessive et répétée, il faut leur arracher les dents et en faire sinon des veaux du moins des mâles châtrés. L'Europe a-nationale est composée d'apatrides, sans racines ni particularismes. Elle est également a-démocratique. Le peuple est soigneusement laissé à l'écart, par des institutions d'apparence qui vide les nations de leur souveraineté mais ne sont constitutives d'aucune souveraineté de remplacement. Cette Europe n'a pas d'armées, pas de diplomatie, pas de puissance au service d'une volonté. Elle est dirigée par une toute petite coterie cooptée qui anime des réseaux d'influence et qui contrôlent la puissance oligarchique exécutive, et tient l'information dans les grands médias.

Dans cette optique, les Parlements nationaux sont court-circuités et deviennent des chambres d'enregistrement. On cherche à diviser les nations en régions qui pourront dialoguer entre elles et avec le pouvoir central européen. Les gouvernements nationaux n'ont plus de pouvoirs, transférés soit à l'étage du dessus soit à celui du dessous. Les dirigeants nationaux sont démonétisés et impuissants. Cette Europe apatride est sous suzeraineté américaine qui veille à ce que le marché européen reste ouvert à ses entreprises et son capital à disposition de leurs fonds spéculatifs. L'Europe ne peut plus avoir de diplomatie autonome, sous réserve de sanction. L'Europe apatride de type zombie et sous suzeraineté américaine est l'Europe de certains européens dans la main des Etats-Unis. La coulisse est tenue par des représentants sélectionnés du monde de l'entreprise et du journalisme, organisés dans des clubs ad hoc, anciennement financés par les Etats-Unis et maintenant par l'Europe et les grandes entreprises concernées. L'idéologie est mondialiste et orientée vers la spéculation. L'indifférence à la situation des classes moyennes mises en concurrence en Occident avec les masses chinoises et indiennes est totale. L'Euro est une monnaie zombie qui a surtout pour but de mettre sous tutelle toutes les banques et les déposants, et indirectement les Etats. Le symbole de cette Europe apatride et sans passé est l'absence de tout monument européen réel ou portrait d'hommes européens illustres sur les billets en Euros. L'Europe n'est pas non plus considérée par une unité géographique ou culturelle. Le flou géographique comme celui de la civilisation est totale. Elle est ouverte à tous les vents du commerce, de la finance et des mouvements de population. Cette Europe apatride et quasi totalement américanisée est celle de Jean Monnet qui se considérait lui-même comme apatride et abhorrait les nations et le mot même de patrie. Le fait de l'avoir panthéonisé sous la bannière « la patrie reconnaissante » est tout à fait caractéristique de l'esprit de Mitterrand qui aimait corrompre. Cette Europe apatride et zombie sous tutelle américaine est celle qui fait l'objet des plus nombreux rejets, mais qui est effective. Elle stimule à l'heure actuelle des flots de contestation, de Régis Debré et de l'extrême gauche aux populistes, des Brexiteurs au pays de l'alliance de Visegrad. Le côté « on a détruit et remplacé par rien » devient dominant. L'Europe est un dissolvant et ne crée plus, parce qu'elle n'est plus. Elle n'est plus une race, elle n'est plus une religion, elle n'est plus une culture, elle n'est plus une civilisation, et même plus une place libre et forte du débat social. Elle possède une langue de substitution, l'anglais, qui ne lui est pas propre. Comme le disait récemment un grand patron d'une

banque américaine : « Europe is an also run territory. Europe is no more relevant ». Il voit l'Europe, au mieux, comme une place de consommation pour les produits des entreprises mondialisées. La vraie question pour lui est la Chine ! pendant ce temps au sein des nations, à droite comme à gauche, les cris s'élèvent contre un « système » devenu zombie, impuissant, sans passé et cultivé hors sol dans une ambiance purement individualiste et consumériste.

Au moment des débats fondamentaux de Maastricht, nous avons nous-mêmes défendu, dans un profond désert, une approche différente, totalement marginale mais qui correspondait au minimum garanti d'adhésion des peuples européens. Nous pensons toujours que cette Europe putative, mais latente et partiellement mise en œuvre, est celle à laquelle les peuples ont adhéré. Ainsi s'explique à la fois le nombre d'anti Brexit au Royaume Uni et le fond d'attachement à la construction d'une Europe unie qui reste vif sur le continent. Le retour pur et simple aux nations autonomes et poussant leur avantage au détriment des autres n'est pas l'idée dominante en Europe.

Cette troisième conception de l'Europe est l'Europe de la co-citoyenneté, des **co-opérations**, des **co-mmunautés**. L'idée fondamentale est que les nations européennes cessent de considérer comme un **étranger** les membres des nations qui entrent en communauté. Un européen est partout traité **comme le national du pays** où il a choisi résidence. Aucune discrimination n'est autorisée entre nationaux et résidents européens non nationaux qui disposent des mêmes droits civils de contracter. « Je ne te crains pas, donc tu es mon égal chez moi avec tous mes droits ». Chaque nation de la communauté fait en sorte d'éliminer les mesures discriminatoires qui avaient pour but de nuire à ses voisins. Cette optique est à la fois profonde (il y a un pacte de confiance sous-jacent très fort) et légère. On n'a pas besoin d'unifier tout, dans tous les domaines. La création de régions n'a pas de nécessité particulière, pas plus que celle d'un parlement. On ne détruit pas les Etats. Mais ils ont une promesse à tenir : celle de ne pas se nuire, de ne pas discriminer leurs habitants, et de chercher partout la résolution pacifique des conflits. La **co** citoyenneté peut déboucher sur la **co** prospérité qui elle demande plus de travail d'unification ou d'harmonisation, donc un processus institutionnel plus charpenté, pour élaborer les normes communes. Les Etats restent les seuls organes habilités à les mettre en œuvre et à les contrôler.

On trouve dans l'organisation actuelle de l'Europe des éléments des trois conceptions. Elle forme un hybride assez curieux. Certains diraient une chimère.

Le vrai poison est la formule Monnet d'une Europe apatride et zombie. A la limite, la création d'une Europe Fédérale, puissante et indépendante peut être un objectif défendable, à condition qu'on en précise correctement les contours géographiques, l'unité culturelle et civilisationnelle, et la vocation. Aujourd'hui c'est une utopie. Mais c'est une utopie défendable, si on admet qu'elle suppose la fin de la suzeraineté américaine et une vraie indépendance, avec une armée respectable et respectée, une diplomatie et une politique économique qui part des besoins des européens et défend toutes les classes sociales.

La perte de ce que nous venons de définir comme co-citoyenneté est ce qui navre les Britanniques. Ils y tenaient à cette possibilité de circuler, de s'installer, de contracter, d'acheter, de produire, totalement librement partout en Europe. En revanche ils ne voulaient ni de l'Europe zombie avec monnaie du même acabit, ni de l'Europe fédérale supranationale.

L'Europe de la co-citoyenneté a été malmenée par l'octroi de la libre circulation à des populations problématiques comme les ROMS, par la politique d'importation de plus d'un million de musulmans par Mme Merkel et par la tolérance de l'immigration africaine de masse, avec une prédominance des populations islamisées. Du coup, vous ne pouvez plus dire en Europe : « je ne te crains pas ». Ces immigrations ont conduit à une « dé civilisation » et des conflits communautaires,

sectaires et racistes détestables jusqu'au meurtrier.

L'Europe de la co-prospérité a été également bousculée par la suppression du tarif extérieur commun et l'acceptation d'importations étrangères de masse, non soumises aux mêmes règles coûteuses et contraignantes de production, qui ont détruit en partie l'emploi et la stabilité des classes moyennes européennes dans la partie développée. Résultat : le fanatisme libre échangiste des instances européennes est plus vu comme la soumission à des intérêts particuliers qu'à la volonté du bien commun.

Du coup le pilier le plus fort, l'Europe de la co-citoyenneté et de la co-prospérité, est fortement entamée, au moment même où l'Europe apatride et antinationale non seulement ne fait plus recette mais répugne et que l'optique Fédérale à l'américaine n'a plus de crédibilité du fait de la soumission à un Trump maniant la schlague d'une bonne partie des pays européens.

La liberté des échanges sans harmonisation des coûts de production était possible si la dévaluation des monnaies nationales permettait de rectifier des différences radicales de compétitivité. L'Euro a supprimé cette soupape de sécurité et entraîné des déséquilibres internes monstrueux, l'Allemagne pompant quasiment toute la liquidité européenne.

Dans ces conditions l'Europe est devenue plus que problématique. Ses institutions posent question ; sa monnaie est dysfonctionnelle ; son inspiration est ambiguë ; son extension est incertaine ; sa souveraineté est inexistante ; sa capacité d'action et surtout de réaction est quasi nulle. Tout changement de cap ou décision rapide lui est interdit. Elle n'a aucune capacité exécutive, sauf dans des domaines totalement délégués où elle est frénétique et agit dans le détachement total des volontés des peuples, en général en liaison avec des lobbies. Elle sait empêcher mais elle ne sait pas faire, sinon mal, lentement et à des coûts extravagants.

Comment sortir d'un tel marasme, pour ne pas dire d'un tel effondrement ?

Seules deux voies sont possibles :

- La construction modeste mais fondée sur un fort sentiment positif des peuples de l'Europe de la co-citoyenneté et de la co-prospérité
- La construction d'une Europe fédérale.

Dans l'optique de la co-citoyenneté et de la co-prospérité, il faut détruire, reconstruire et corriger.

La régionalisation forcée n'a strictement aucun intérêt européen. Il appartient aux Etats, pas à l'Europe, de définir comment chaque territoire national doit être administré. Le lien avec l'Europe se fait par les Etats et les financements directs régions à régions et Europe à régions sont bannis.

La Commission doit être totalement redéfinie. Il faut créer un Secrétariat européen qui aurait uniquement pour but d'instruire les questions qui conditionnent la co-citoyenneté et la coprospérité. Ce secrétariat perdrait son monopole d'initiative mais pas son droit d'initiative.

Le Parlement européen disparaît au profit d'un Conseil européen des normes communes, dont la vocation est d'instruire avec le secrétariat européen, toutes les initiatives visant à rendre concret la co-citoyenneté et la co-prospérité.

Lors que des politiques communes ont été définies, elles sont gérées par des instances ad hoc, détachées de la Commission et des Etats, mais dont la gouvernance est nommée et contrôlée par les Etats.

La zone Euro est par exemple gérée par un Chancelier de la zone Euro appuyé sur une mini assemblée consultative et un conseil exécutif. Elle n'a pas vocation à être rejointe par tous les pays

de l'union.

La politique agricole peut faire l'objet d'une organisation similaire.

Etc.

Parmi les législations urgentes que ces institutions diversifiées auront à définir, trois sont fondamentales :

- La réforme de la zone euro afin d'empêcher les énormes excédents et les déficits associés. Nous avons formulé plusieurs solutions sur ce sujet dans des articles précédents sur ce blog. L'idée est d'empêcher d'accumuler d'énormes excédents. Et de mener des politiques déflationnistes sans fin dans les pays déficitaires pour corriger les déséquilibres.
- La redéfinition de la notion d'étranger et la mise en commun des règles de naturalisation et les politiques migratoires, avec une clarification des migrations internes de pauvreté et les règles d'expulsion des indésirables (délinquants condamnés asociaux etc.).
- La redéfinition des politiques de concurrence et de commerce, avec la reconstruction d'un tarif extérieur commun, probablement justifié par des considérations écologiques plus que directement commerciales, et sur des règles communes en matière de définition et de taxation des bénéficiaires des entreprises.

Le Conseil des Nations de l'Union Européenne a essentiellement un rôle d'impulsion et de vigilance pour veiller au bon fonctionnement de ces entreprises communautaires et réfléchir aux extensions éventuelles.

Il faut noter que la notion de fonctionnaire européen disparaît, et avec lui son statut. Les agences emploieront soit des fonctionnaires détachés soit des contractuels.

Ceux qui pensent qu'une optique fédérale doit être immédiatement consolidée, avec une politique militaire commune, avec une commission devenant gouvernement fédéral, avec une diplomatie commune et avec un énorme budget commun n'ont rien compris à l'état de l'opinion en Europe sur fond de Brexit, de création d'un groupe de Visegrad et d'effondrement du couple franco-allemand, alors que l'Italie traite directement avec la Chine, que la Grèce est KO, que la Hollande se révèle un pays de tricheurs phénoménaux, etc.

La posture fédéraliste du président Macron est intenable comme projet européen, même si elle peut l'être comme projet politique personnel. Elle suppose d'évacuer toutes les réalités qui fâchent du débat, pour le réduire à une lutte entre le bien et le mal. Ce qui extrêmement dangereux, en termes de politique interne français.

La politique de Trump qui pratique la suzeraineté américaine avec le big stick rend impraticable et intolérable l'Europe apatride et zombie de Jean Monnet.

Reste donc et c'est la carte unique de la France : le renforcement de l'esprit co européen avec des institutions communes allégées et éclatées, et des politiques corrigées des tares les plus visibles. Il n'est même pas exclu, dans une telle perspective, que la Grande Bretagne soit amenée à reconsidérer le Brexit. Le sentiment de co-citoyenneté est très fort au Royaume Uni : aucun anglais ne veut se retrouver étranger sur le continent. La nécessité de la co-prospérité est évidente. Le Brexit est le fruit des effets pervers de l'Europe zombie de Jean Monnet et des tares non corrigées dans le domaine des flux migratoires, des flux commerciaux et des flux financiers dans le cadre de la monnaie unique.

Il fallait d'abord mettre fin aux désordres moraux, civilisationnels, commerciaux, financiers et migratoires, avant de crier comme un cabri « Europe, Europe, Europe ! ». On n'a fait que les nier et

on les a amplifiés avec les conséquences que l'on sait. Quand on ne s'adresse plus à l'esprit public et qu'on laisse pourrir les difficultés, dont certaines ont été créées de toute pièce en vue de créer une dynamique anti nationale, on n'obtient que la décomposition générale et un sentiment de répulsion.

Didier Dufau pour le Cercle des économistes e-toile.